

# RER la galère ça suffit !

*A l'Assemblée nationale, le Député  
François Asensi interpelle le gouvernement*

Mardi 3 février, François Asensi a rapporté, devant la représentation nationale, la « galère des transports » que vivent chaque jour les Franciliens. En janvier, sur la ligne B, ce sont 25% de retards et d'annulations qui ont été constatés, et près d'un tiers sur la ligne D.

**Votre député s'adresse à vous**

« Monsieur le Secrétaire d'État chargé des transports, chaque jour, 1,4 million de Franciliens empruntent les transports en commun ; chaque jour, ils vivent ce qu'ils appellent « **la galère des transports** ».

Savez-vous que le nombre d'heures de travail chômées pour cause de retards et d'incidents techniques est supérieur – et de loin – au total des heures de grève ? Pourriez-vous estimer le coût économique des retards sur l'ensemble du réseau d'Île-de-France ?

Sur la ligne B du RER, chaque jour au mois de janvier, un train sur quatre était en retard – et près d'un sur trois sur la ligne D ! **Le manque de personnel affecté à l'entretien et à la sécurité du réseau est manifeste.**

**Quant au coût du transport, l'inégalité est la règle en Île-de-France.** Quand un Parisien paie 55 euros par mois, un habitant de Sevrans ou d'Argenteuil débourse 90 euros, et un habitant des Mureaux jusqu'à 122 euros. Autrement dit, plus vous habitez loin de votre lieu de travail, plus vos revenus sont faibles, et plus vous devez payer.

La mise en place d'**un tarif unique pour l'Île-de-France coûterait 700 millions d'euros, soit seulement 0,2 % des 360 milliards que le Gouvernement a accordés aux banques,** sans contrepartie.

Cette mesure socialement juste et économiquement utile redonnerait du pouvoir d'achat aux dix millions de Franciliens. Pourquoi ne fait-elle pas partie de **votre plan de relance, qui, par ailleurs, renonce définitivement à la progression du pouvoir d'achat attendue par les Français,** comme l'ont exprimé des millions de manifestants la semaine dernière ?

## *La réponse inadmissible du gouvernement à François Asensi*

« Le constat de la détérioration de la qualité des transports en Île-de-France, récente mais continue, est malheureusement partagé par tous. M. le Premier ministre a récemment visité la ligne A et a annoncé des mesures. Le Président de la République l'a, ce matin encore, constaté lors de sa visite à L'Isle-Adam : l'investissement dans l'organisation de l'Île-de-France a pris du retard, et ce quels que soient les gouvernements, quelles que soient les collectivités ! **Je rappelle que c'est aujourd'hui la région Île-de-France qui est chargée des transports.** »

—> *Le gouvernement a beau jeu aujourd'hui de renvoyer la responsabilité à la Région. Voilà seulement deux ans que le Conseil régional est en charge des transports. L'âge moyen des rames de RER est de 23 ans. C'est l'Etat qui a refusé délibérément d'investir dans les transports en commun franciliens depuis ¼ de siècle. C'est l'abandon de l'Etat que payent chaque jour les usagers.*

« Pour notre part, nous n'avons pas l'intention de rejeter la responsabilité sur les uns ou les autres, mais d'apporter des réponses précises à la galère des Franciliens qui empruntent les transports en commun. De nombreuses pannes sont survenues cette semaine encore, sur les lignes A et B du RER... En effet, toutes les lignes sont concernées. Que faire ? Tout d'abord, à la demande du Président de la République, Christian Blanc a engagé, avec Jean-Louis Borloo, une réflexion sur une nouvelle organisation de l'Île-de-France : c'est la réponse à long terme. À court et à moyen termes, il faut augmenter les investissements : ainsi les achats de voitures pour le RER sont en augmentation, la RATP se modernise. Pour ce qui est du coût, il faut bien réfléchir : les usagers en payent 29 %, le reste étant partagé entre les entreprises, les collectivités et l'État, à titre de compensation. Or, **ce n'est pas le moment d'alourdir les charges des entreprises et des usagers.** »

—> *Si le gouvernement allège les charges des entreprises (32 milliards d'euros d'exonération patronale en 2008, soit plus de 3 fois le déficit de la Sécurité sociale), les Français ont bien vu eux leur pouvoir d'achat reculer (les mutuelles augmentent, les médicaments s'achètent, les salaires ne progressent plus) et le chômage a touché 110 000 personnes de plus en deux mois. Contre la crise, les Français attendent des mesures très concrètes, qui soulagent leur quotidien.*

« **Au lieu d'apporter des réponses démagogiques et de court terme**, le moment est venu, comme le souhaite le Président de la République, d'investir et de disposer d'un plan d'ensemble pour l'Île-de-France. C'est un enjeu pour notre pays : on ne peut pas laisser durer la galère des Franciliens dans les transports en commun. »

—> *« des réponses démagogiques et de court terme », voilà comment le gouvernement parle d'un tarif unique des transports. Il traite avec mépris une mesure qui permettrait concrètement à des millions de personnes de voir leur pouvoir d'achat progresser. Si le gouvernement écoute les banques, il est aveugle et sourd aux besoins des Français.*

**Les trois Maires François Asensi, Stéphane Gatignon  
et Nelly Roland-Irribery s'engagent ensemble  
en faveur des transports et du RER B.**